

Le Travailleur du Lot-&-Garonne

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 9,5^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Retraites agricoles - Épandages -
Solidarité - Rentrée des
communistes - Grève - Embargo
russe

à mon avis p 3

actu p 4 à 6
Fruits et légumes - Réforme
territoriale - Solidarité Palestine -
La Poste

Idées p 7

Libération d'Agen

locale p 7

Marmande - Monflanquin - Agen
- Sainte-Livrade-sur-Lot - Agenais

culture p 8

Hommage à Jaurès

Le changement, c'est l'affaire du peuple!



solidarité



Palestine Mobilisation intense



19 août 1944 Libération d'Agen

Fruits et légumes Vente solidaire



Fête de l'Humanité La Courneuve J -24



Des insectes utiles

Dans le cadre de la loi Grenelle 2, l'épandage aérien a été interdit sauf dérogations pour traiter avec des produits phytosanitaires homologués et sous certaines conditions des productions qui ne pourraient pas l'être autrement. Cependant notre département avait fait l'objet de dérogations pour la seule filière maïs,

dérégations accordées par la préfecture. Cette année, le groupe « Terres du sud » s'est engagé dans la lutte biologique par dispersion aérienne, contre la Pyrale du maïs. Pour Bernard Péré, conseiller régional EELV : « *désormais l'hélicoptère survolant les champs de maïs libérera des minuscules insectes qui se chargeront de la destruction des œufs de cette chenille, la pyrale, qui provoque des dégâts sur les cultures de maïs. Ce ne sera plus l'alerte à la pollution et à l'empoisonnement comme nous l'avons maintes fois dénoncé. C'est une bonne nouvelle pour les riverains, les apiculteurs, les cours d'eau et la terre !* ». L'élu souhaite que cette initiative soit suivie par tous les opérateurs du

secteur. En effet, l'épandage aérien de produits « phytopharmaceutiques » demeure dangereux pour la santé et l'environnement. ■

Grève de 1944

Le dimanche 10 août une délégation de cheminots du département a célébré le 70^e anniversaire de la grève insurrectionnelle de la SNCF. L'organisation a affiché un texte relatif à cet événement. Le 10 août 1944, les organisations syndicales clandestines (la CGT des cheminots étant interdite depuis 1940) appelaient les cheminots à la grève afin de paralyser les transports ferroviaires des troupes hitlériennes. Cette grève, ultime phase de la bataille du rail, devenait un levier essentiel du combat libérateur. C'était le prélude à l'insurrection victorieuse préparée et déclenchée par le Comité parisien de libération (CPL) sous l'impulsion du Conseil national de la Résistance. Pour le

Urgence Palestine Gaza

Depuis plus de trois semaines, les populations civiles dans la bande de Gaza subissent les bombardements. Le bilan humain est extrêmement lourd. Les populations civiles au premier rang desquels 25 % sont des enfants (90 % des victimes sont des civils) n'ont aucune responsabilité dans l'insoutenable horreur qui frappe actuellement Gaza, Khan Younés, Ezbat Beit Hanoun, Jérusalem... Au regard des derniers bilans établis par les Nations unies, près 120 000 personnes ayant fui les

combats et bombardements sont actuellement déplacées et ont besoin de tout (nourriture, eau, médicament, produits de première nécessité, abris...). Les violences des combats ont fait plus de 1900 victimes et plus de 5000 blessés. Les structures de santé sont débordées et les équipes médicales travaillent sans cesse pour dispenser les soins d'urgence. Le SPF et son partenaire palestinien « Palestinian medical relief society » ainsi que son partenaire israélien « Physicians for human rights », lancent un dramatique appel à la solidarité des femmes et des hommes de cœur de notre pays. Nos partenaires et la qualité de la solidarité exercée avec eux depuis des années permettent au SPF d'être sûr de faire parvenir l'aide matérielle aux personnes concernées, où qu'elles résident.

Venez en aide aux victimes, adressez vos dons financiers, en précisant « Palestine » : SPF - 19 rue Paulin Régnier 47000 Agen - 0553474154. ■

syndicat : « *cette grande victoire populaire ouvrait la voie au progrès social et démocratique* », il entend, en commémorant cette date, « *affirmer sa volonté de défendre les valeurs morales héritées de la Résistance* ». ■

Amis de la fête

La traditionnelle grillade organisée par les amis de la fête de l'Humanité aura lieu **dimanche 31 août, à partir de midi, au lac des Rapetti's à Lisse**. Au menu : apéritif, mise en bouche, entrées variées, grillades, vin, desserts, café, thé, armagnac. L'entrée est libre et le prix à convenance. Les réservations sont à effectuer au 05 53 97 22 58 et 06 43 19 32 59. L'association organise des déplacements et des hébergements pour la fête de l'Humanité, renseignements aux mêmes numéros. ■

Retraites agricoles

L'ADRA 47 pointe de maigres avancées

Trois décrets relatifs à la revalorisation des retraites agricoles ont été publiés le 17 mai 2014 au Journal officiel. Les mesures instaurées par la loi du 20 janvier 2014, sur la réforme des retraites, sont applicables à compter du 1^{er} février 2014. Le décret le plus attendu permet l'attribution de points gratuits de retraite complémentaire obligatoire (RCO) aux conjoints et aides familiaux. Selon un communiqué commun du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, et de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, daté du 17 mai, « *la mesure, qui peut représenter jusqu'à 30 euros en plus par personne et par mois, concerne plus de 500 000*

personnes ». L'ADRA 47 souligne que si « *8 000 retraités du Lot-et-Garonne sur 26 000 ont reçu le rappel avec le versement de juin, seuls 30 % des retraités ont obtenu ces droits* ». L'association précise également qu'à partir du mois de juillet, ils ne recevront plus que le quart du rappel soit un montant compris entre 5 et 31 euros maximum de plus par mois. Enfin, Guy Soulage, son président, estime que « *les résultats sont dérisoires mais on peut constater une amorce de réalisation et avec des retraites inférieures au seuil de pauvreté, toute petite augmentation est bonne à prendre* ». Les statistiques de la MSA mettaient récemment en évidence qu'en 2013, le montant moyen

d'une retraite agricole de base (hors RCO) est de 5 149 € par an, soit 429 €/mois. Cette moyenne est de 5 489 € (457 €/mois) pour les hommes et de 4 896 € (408 €/mois) pour les femmes. Le montant moyen des pensions pour une carrière complète est de 9 213 € par an. Parmi le 1,6 million de retraités agricoles de métropole, seuls 32 % bénéficient de la retraite complémentaire obligatoire (RCO). Si l'on ajoute la RCO, le montant moyen des retraites versé s'établit à 9 708 euros par an, soit 809 €/mois. **L'ADRA 47 appelle les retraités agricoles à s'organiser pour obtenir la satisfaction d'une de leurs principales demandes, à savoir 1 000 € par mois (85 % du SMIC) pour toutes et tous. Revendication légitime quand on sait que le seuil de pauvreté se situe à 964 €. ■**

à mon
avis



L'université d'été du PCF jeudi 28 août à 19h00 salle des fêtes de Feugarolles

Comme chaque année, la rentrée des communistes se déroulera à Feugarolles sous la forme d'une Université d'été. Elle donnera lieu à un échange sur les enjeux face à la crise du système capitaliste en France et, au-delà, les réponses politiques apportées aujourd'hui par un gouvernement dit de gauche. Les résultats électoraux, la baisse de la croissance, l'augmentation du chômage interpellent la gauche dans son entier: quel type de rassemblement à gauche existe-t-il pour une alternative politique progressiste en France? **Un buffet campagnard organisé par l'Albret clôturera la réunion.** Sera présent, Frédéric Rauch, rédacteur « d'Économie et Politique », collaborateur du conseil national du PCF. ■

Embargo russe

Le MODEF a interpellé le gouvernement sur les conséquences de l'embargo russe. Le syndicat qui dénonce déjà la crise de mévente et les prix bas alerte sur les conséquences de cet embargo qui s'ajoutent aux difficultés rencontrées par la profession: « cet embargo aura des répercussions très importantes. Directement sur la production française, la Russie est un pays qui

s'approvisionne en France sur de nombreux produits. Indirectement car des pays comme la Pologne vont se tourner de façon plus importante sur le marché français avec des prix extrêmement bas. Globalement, c'est un marché de 12 milliards qui disparaît pour l'Union européenne » estime le syndicat. La Commission européenne a annoncé le déblocage de 125 millions d'euros pour soutenir le secteur maraîcher de l'Union européenne. ■

Le Travailleur
du Lot-et-Garonne

Le Travailleur du Lot-et-Garonne
fondé par **Renaud JEAN**, premier député communiste de France

directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:
Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue Jules Ferry 47 006 Agen
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 3^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

Une force irrésistible

Les promesses et les projections généreuses ne sont plus de saison. Avec l'annonce des chiffres de la croissance, de ceux du chômage, le pouvoir socialiste ne peut plus se dérober. Après avoir, dans une débauche de communication, de pronostics, d'argumentaires, expliqué son parti pris en faveur de la logique libérale, de l'offre et de la compétitivité, le président est aujourd'hui acculé. Il ne faut pas être grand économiste pour constater que les mêmes solutions (offrandes au patronat, remise en cause du code du travail, coupes sombres dans les budgets sociaux, rétrécissement des services publics...) appliquées tantôt par la droite, tantôt par la gauche engendrent les mêmes échecs: chômage de masse, pauvreté, croissance nulle... Le président promettait la rupture ou le changement pour maintenant, mais face aux pressions politiques et idéologiques de la classe économique dirigeante, il a très vite baissé les bras, acceptant compromission et reniement. Le seuil d'alerte est aujourd'hui dépassé pour les progressistes, pour une large partie du monde syndical et des pans entiers de la gauche. Avec la rentrée, il est temps que la riposte s'organise avec ceux qui refusent que le changement et le progrès partagé ne soient que des slogans. De Hollande et de Valls, il n'y a plus rien à espérer. Désormais, sans attendre, il s'agit de mettre le cap sur la reconstruction de la gauche. Nous pouvons devenir, comme l'indique le PCF dans son appel à toute la gauche, une « force irrésistible », au travers d'un « front populaire, d'un front large, un front du peuple ». ■

Nicolas Lucmarie

Réforme territoriale

Les députés ont adopté, le 23 juillet, le premier volet de la réforme territoriale, relatif à la délimitation des Régions et aux élections régionales, par 261 voix contre 205, et 95 abstentions.

Le nombre des Régions métropolitaines est ramené, au 1^{er} janvier 2016, de 22 à 13.

Sept Régions seront regroupées: Nord-Pas-de-Calais et Picardie; Haute-Normandie et Basse-Normandie; Champagne-Ardenne, Alsace et Lorraine; Bourgogne et Franche-Comté; Poitou-Charentes, Limousin et Aquitaine; Auvergne et Rhône-Alpes; Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. Six régions resteront inchangées: Bretagne, Corse, Île-de-France, Centre, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur.



Les élections départementales et régionales, au lieu de mars, se tiendront en décembre 2015. Le nombre total de conseillers régionaux restera finalement inchangé alors qu'il avait été envisagé initialement de réduire ce nombre de 15 % avec un plafonnement à 150 élus pour chacune des nouvelles Régions. Le nombre de conseillers résultera de la simple addition du nombre de conseillers des régions fusionnées. Il est prévu que chaque département dispose toujours au minimum de deux sièges à l'assemblée régionale. Les départements auront le droit de demander de quitter une région pour une autre après les élections cantonales et régionales de décembre 2015. Cette demande devra être approuvée par une majorité des trois cinquièmes du conseil général et des deux conseils régionaux concernés. ■

Quelques chiffres pour l'Aquitaine/Poitou-Charentes/Limousin

Habitants: 5 836 598 (4^e rang)

PIB: 150 182 000 (3^e rang)

Budget région/habitant: 451,69 euros (5^e rang)

Poids dans la richesse nationale: 8 %

Nombre de seniors (plus de 60 ans): 28,24 % (1^{er} rang)

Nombre de jeunes (0 à 19 ans): 22,2 % (12^e rang)



Vente de fruits et légumes à prix coûtant

Mise en cause du libéralisme destructeur

La populaire opération annuelle de vente de fruits et légumes à prix coûtant, organisée par le MODEF en partenariat avec le PCF, s'est déroulée jeudi 21 août à Paris et dans 27 villes de la couronne parisienne, avec pour objectif de dénoncer, notamment, « les concurrences déloyales », les pratiques de la grande distribution.

Le syndicat agricole met en cause « ce libéralisme destructeur » et défend « une politique alternative qui prenne en compte les êtres humains, l'emploi et les territoires ».

« En 2014, encore plus que les années passées, les grandes et moyennes surfaces pratiquent des marges très importantes qui sont prises sur le dos des producteurs et des consommateurs. Les grandes et moyennes surfaces importent massivement à très bas

prix pour casser les prix à la consommation », indique Raymond Girardi, le secrétaire général du mouvement de défense des exploitants familiaux. Le syndicat a chargé, mercredi à Marmande, deux camions, soit cinquante tonnes de fruits et légumes (nectarines, tomates, salades, haricots, melons, prunes, pommes de terre...) qui ont été vendus « au juste prix ». R. Girardi a également dénoncé: « la concu-



un service public en perdition

Tous les services publics sont mis en cause et privatisés alors que nous avons voté en 2012 pour stopper ces dégradations! La Poste, comme les autres services, voudrait faire du numérique un axe essentiel de son développement. L'objectif est ambitieux: passer de 250 millions de chiffre d'affaires à un milliard en 2018, en oubliant que plus de 10 % de la population n'a pas accès à Internet!

La Poste a touché 300 millions du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) l'équi-

valent de 10 000 emplois, alors qu'elle en a supprimé 7 000! Scandaleux, cet argent vient de

nos impôts. Le but de la Poste ne devrait pas être d'enrichir les actionnaires (le taux de rentabilité est passé de 30 % à 35 %) mais d'améliorer le service rendu aux usagers! Que fait la Poste? Augmenter à tout prix la productivité, diminuer les coûts de productions, supprimer des emplois... La notion de service public

est complètement disparu: plus de sous-traitance à la Poste avec moins de titulaires; un fonctionnement de moins en moins clair (petite et grande vitesse, timbre rouge, vert, gris). Le prix des timbres et des services ne cessent de « grimper » et les délais d'acheminement sont de plus en plus longs. Des postiers sont victimes d'incivilités... Le lien social qui était le fleuron de la Poste se délite peu à peu. Le but recherché est d'adapter la Poste au capital, d'empêcher les postiers de s'organiser et de lutter... :

● tournées morcelées, qui

rence déloyale sanitaire sur l'utilisation des produits phyto-sanitaires ». « Des centaines de molécules ont été interdites en France depuis 30 ans. Beaucoup d'entre elles et souvent les plus toxiques sont toujours utilisées dans les pays qui exportent en France », a-t-il alerté. Selon lui, « ces fruits et légumes ainsi traités seraient interdits à la vente s'ils étaient cultivés en France mais sont autorisés s'ils viennent de l'étranger et cela au détriment de la santé des consommateurs français ». « Il relève de la responsabilité du gouvernement français d'agir pour protéger l'indépendance alimentaire de la France, la sécurité sanitaire des consommateurs, le

pouvoir d'achat des consommateurs et la pérennité des exploitations françaises de fruits et légumes », a déclaré le secrétaire général du MODEF.

Filière fruits et légumes

La situation départementale
Les productions végétales représentent 84 % de la valeur de l'agriculture du département. Les fruits et légumes occupent 9 % de la surface agricole utile mais assurent 42 % de la valeur de la production départementale. Ces productions dégagent de fortes valeurs ajoutées et ont un rôle majeur dans l'économie agricole du Lot-et-Garonne et de l'Aquitaine: 59 % des fruits et

49 % des légumes aquitains (en valeur) sont produits en Lot-et-Garonne pour 300 millions d'euros de chiffre d'affaires.

La situation régionale

La production légumière d'Aquitaine occupe le second rang national et la production fruitière, le troisième rang. Si la pomme domine nettement la production fruitière en tonnage, le pruneau est le plus important en termes de chiffre d'affaires. De même, parmi les légumes, le maïs doux et la carotte sont dominants en volume, mais la tomate et la fraise l'emportent en chiffre d'affaires. Le Lot-et-Garonne est toujours prépondérant tant pour les fruits que pour les légumes.

Une partie croissante de la production est sous signes d'identification de qualité et d'origine (SIQO): pruneau d'Agen, fraises Gariguettes, Ciflorette, kiwi de l'Adour... ■

Le PCF, partenaire de l'opération, fait les propositions suivantes :

- le soutien à l'agriculture paysanne locale;
- le blocage des prix des denrées alimentaires de bases;
- l'augmentation des salaires et un SMIC à 1700 €;
- la taxation des importations abusives;
- le respect de la législation sanitaire.

11 au 14 septembre La fête de l'Humanité

Rassembler toutes les énergies est urgent et vital. Demeurant fidèle à l'esprit de Jaurès, « l'Humanité » offre sa fête et ses colonnes à toutes celles et ceux qui veulent y travailler. Le Lot-et-Garonne y contribue avec son stand l'Auberge gasconne, pilotée par la fédération du PCF 47, pour donner de la force à celles et ceux qui veulent œuvrer pour une autre répartition des richesses produites avec, dans le domaine de l'agriculture, l'ouverture de grands chantiers pour relever les défis alimentaires et environnementaux. Ce sera le sens de l'exposition, de la vente et de la dégustation de produits locaux, de la restauration gastronomique au stand de l'auberge gasconne. Le samedi 13 septembre se tiendra un débat, animé par Olivier Chartrain, rédacteur en chef de la Terre, en présence de Dominique Bidet, vice-président du conseil général de l'Allier en charge du développement durable, et de Raymond Girardi, vice-président du conseil général de Lot-et-Garonne en charge de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement.

Pour assurer cette activité, il est important de s'inscrire pour réserver sa place départ le jeudi 11 septembre.

Inscriptions et renseignements

au **06 74 91 12 85** – annette.boussinot@free.fr
ou au **05 53 98 21 74** – j.jacques.mirande@orange.fr
(Monique Mirande).

Pour celles et ceux qui souhaitent seulement « faire la fête », le transport et l'hébergement: 120 €.
Pour celles et ceux qui participent à l'activité de l'Auberge gasconne, le transport, l'hébergement et les repas sont pris en charge par la fédération de Lot-et-Garonne.

Pour celles et ceux qui souhaitent travailler à mi-temps: le transport et l'hébergement sont de 60 €.

Pour tous les participants aux trois jours de la fête, la vignette est à 21 €, à régler par chèque à l'ordre de l'Humanité; pour le transport-hébergement à l'ordre de PCF 47. ■



sautent faute de personnel alors que la mission essentielle est de distribuer le courrier tous les jours;

- les plages horaires s'allongent, les lieux de service changent sans cesse, organisation à flux tendu pour supprimer des emplois;
- diminution de personnel dans les grandes postes, installation d'automates, incitation à utiliser internet, l'accueil téléphonique à distance s'intensifie;
- vente forcée de produits dont les personnes n'ont pas besoin;
- les cadres sont surexploités: leur travail vise à récupérer du temps de travail;

- des expertises sont effectuées par des entreprises extérieures qui ne connaissent rien du travail spécifique;
- des entreprises privées distribuent annuaires et colis.

Des exemples locaux:

- à Miramont-de-Guyenne, des tournées sont supprimées et deviennent « sécables », partagées; l'amplitude horaire passe de 6h 30 à 9h 00, le courrier est distribué plus tard...
- diminution des horaires prévue à Lévigac-de-Guyenne passant de 22 heures à 17 heures. La population, avec ses élus, reste

vigilante quant à conserver la pérennité de leur Poste de plein exercice. Facteur guichetier, c'est nouveau mais ça peut rapporter gros, c'est expérimenté à Allemans-du-Dropt pour faire taire les maires qui refusent de voir leur bureau transformé en agence communale! Les agents de Laroque-Timbaut essuient les plâtres d'un nouveau système dit de la « sacoche »... Que ne ferait pas la Poste privatisée pour économiser sur le dos des salariés et de la population... Au fait, comment cela se passe-t-il dans votre ville, votre village?

Les mobilisations restent très sporadiques dans notre département (absence de prise de conscience des salariés, du public?). Des grèves ont bien lieu dans les grandes villes et dans les bureaux de poste où les syndicats sont bien implantés... Nous devons être tous solidaires des luttes des postiers. Appuyons les actions de nos parlementaires qui essaient de remettre les choses à l'endroit pour que la Poste redevienne le grand service public qu'elle était avant, au service de tous. ■

Roger Déjean



Gaza Le département solidaire des Palestiniens

Depuis le 8 juillet, date du début de l'intervention israélienne en Palestine, la solidarité avec les Palestiniens se manifeste chaque semaine dans le département. Sous l'impulsion du « collectif 47 pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens », les semaines se suivent et les mobilisations se succèdent.

Le comité rassemble associations, syndicats et partis de gauche. Les participants expriment leur indignation quant au sort réservé au peuple palestinien et réclament des

sanctions économiques et politiques à l'égard du gouvernement israélien. Dans ses prises de parole, Carol Dubois, présidente du collectif, a dénoncé, à de nombreuses reprises, les ravages humains et matériels de l'intervention israélienne qui laisse derrière elle, à Gaza, une population profondément meurtrie, en détresse humanitaire et des champs de ruines...

Elle a souligné la nécessité que des voix s'élèvent quotidiennement de par le monde contre ce massacre et a demandé, au regard de la situation, que la mobilisation et la solidarité perdurent dans le temps afin de protéger le peuple palestinien et lui reconnaître enfin ses droits! Au-delà de l'émotion suscitée par le sort réservé aux

Palestiniens et de l'expression du soutien à la résistance qui lutte à armes inégales, les participants aux différentes mobilisations ont dénoncé l'attitude des dirigeants européens et notamment des Français dont l'inaction révolte. Ils demandent des mesures immédiates telles que des sanctions économiques et politiques fortes à l'encontre d'Israël afin de parvenir le plus rapidement possible à la levée, sans condition, du blocus de Gaza, la libération des prisonniers palestiniens, l'arrêt des hostilités et l'ouverture d'une véritable négociation internationale.

Contrairement à certaines allégations, les mobilisations se déroulent dans le calme et sans dérapage.

Pour les manifestants, il s'agit de réaffirmer leur indignation sur la situation, leur volonté que s'applique le droit international et que cesse l'impunité d'Israël. ■



70^e anniversaire de la libération d'Agen

Mardi 19 août, s'est déroulée la commémoration de la libération d'Agen. Avant la cérémonie au monument aux morts, les lieux de mémoire et les plaques commémoratives de la ville ont été fleuris, en souvenir des résistants morts au combat, en mission ou en camp de concentration.

Ce 70^e anniversaire nous donne, une nouvelle fois, l'occasion de rappeler les conditions dans lesquelles Agen et le Lot-et-Garonne ont été libérés, le jour même de l'insurrection du peuple de Paris, quatre jours après le débarquement de Provence. (libération de Paris, le 25 août 1944).

Depuis la fin de l'année 1943, de nombreux combats avaient eu lieu dans notre département; la Résistance s'était renforcée en nombre, puissance, influence et l'étau s'était resserré sur l'occupant.

Les Allemands étaient inquiets, nerveux, parce que leurs armées reculaient sur tous les fronts après des échecs successifs: Stalingrad (février 1943), débarquement de Normandie (6 juin 1944), débarquement de Provence (15 août 1944)... Et la Résistance avait multiplié les offensives dans tous les pays occupés par l'Allemagne nazie et en Italie.

En juillet 1944, Hubert Ruffe (membre du triangle de direction du PCF en zone sud) avait donné des directives claires: accentuer le harcèlement de l'ennemi, saboter les voies ferrées et les réseaux de communication, se tenir prêt pour l'insurrection nationale. Début août, deux numéros clandestins du **Travailleur** avaient été diffusés (1), ainsi qu'un tract du PCF appelant à l'insurrection.



Début août également, les principales unités de la Résistance avaient commencé à se positionner autour d'Agen, notamment les bataillons Arthur, Prosper, FTP-MOI.

Bref, les Allemands n'étaient plus en mesure de faire face et c'est ainsi que l'état-major FTP a pu entrer dans Agen à la tête des bataillons cités ci-dessus.

Les Allemands avaient quitté la ville précipitamment, abandonnant les miliciens et les collabos à leur sort.

Le comité départemental de libération prit possession de la mairie et balança le portrait de Pétain par la fenêtre, tandis que le Front national libérait les prisonniers politiques. Le 20 août, les détachements de résistants défilèrent sur les boulevards, applaudis par la population en liesse. Dans notre prochaine édition, nous rappellerons brièvement le rôle de la Résistance en Lot-et-Garonne. ■

Edmond Coëdelo

(1) une quarantaine de numéros du Travailleur du Lot-et-Garonne, clandestins, a été diffusée pendant l'Occupation.

(2) il s'agit, bien évidemment, du vrai Front national: « mouvement de résistance créée en 1941, à l'instigation du PCF » (voir le dictionnaire Larousse)

Sainte-Livrade

Le nouveau CAFI

Le 15 août a été inauguré le nouveau CAFI (centre d'accueil des réfugiés) à Sainte-Livrade-sur-Lot. C'est là, dans cet ancien camp militaire, que sont arrivés en avril 1956, 1 160 réfugiés, dont 740 enfants, rapatriés d'Indochine. Après les accords de Genève de 1954 et le retrait de la France du Sud Vietnam, l'État français a pris en charge ces couples mixtes ou ces veuves de Français (soldats ou fonctionnaires) qui fuyaient la guerre. L'État les a hébergés « provisoirement », selon les mots employés en 1956 par les autorités, dans ce camp de transit. Les bâtiments ont été construits avant la guerre, pour abriter provisoirement des militaires, et n'avaient jamais été rénovés, les loge-

ments étaient devenus dangereux et insalubres, avec des problèmes d'incendie, d'amiante et d'étanchéité. La solution d'accueil dans cet ancien camp militaire qui devait être provisoire, a duré et les travaux de réhabilitation n'ont été entamés qu'il y a huit ans. Le chantier a coûté près de 20 millions d'euros, financés par la municipalité, l'État, le conseil général et la Caisse des dépôts et consignations. ■

Agen

Élections annulées chez Méricq

Le tribunal d'Agen a rendu sa décision, le 28 juillet 2014, concernant le recours déposé par la CGT sur les élections professionnelles. Il a annulé ces dernières dans lesquelles de nombreuses irrégularités se sont produites. Il a déclaré recevables et bien fondés les recours formés par l'union départementale de la CGT et par Hubert Bastard. Il annule les élections de délégation unique du personnel de la société Méricq Logistique ayant eu lieu le 22 mai 2014 pour le premier tour de scrutin et le 5 juin 2014 pour le second tour. La CGT se félicite de cette décision et indique qu'elle présentera une liste pour les nouvelles élections prévues début septembre. Le syndicat entend bien « porter les légitimes revendications des salariés de Méricq Logistique ». ■

Programme des cérémonies :

10h00 : rassemblement place de la mairie de Saint-Romain-le-Noble
10h30 : dépôt de gerbes à la stèle de Marquet
11h00 : stèle du Moulin du Noble dépôt de gerbes et allocutions
11h30 : dépôt de gerbes sur la tombe de l'abbé Couderc, ancien résistant, au cimetière de Saint-Jean-de-Thurac
12h00 : apéritif offert par la municipalité de Saint-Jean-de-Thurac
12h30 : repas fraternel au restaurant « Le Californien » (à réserver au 0553012067). ■

Jean Masse

Marmande

Les communistes mobilisés

jeudi 21 août, les militants communistes étaient présents en Région parisienne pour la vente solidaire à prix coûtant ou au juste prix, en partenariat avec le MODEF. Les deux semi-remorques confectionnées à Marmande, au marché gare, ont pris la route vers Paris, le mercredi soir avec les militants du MODEF et du PCF en voitures. Il s'agissait d'assurer l'arrivée des fruits et des légumes pour le jeudi, dès 3h30 du matin, de manière à approvisionner l'ensemble des 80 points « de vente solidaire » de la Région parisienne. ■

Monflanquin

Hommage à Georges Samarut

André Jarrige a rendu hommage à Gérard Samarut, décédé à l'âge de 69 ans. Voici quelques extraits de son allocution : « Gérard Samarut est né à Monpazier le 25 mai 1945. Après son apprentissage dans le bâtiment, avec une entreprise, il part travailler en Afrique du Sud. C'est là qu'il prend conscience des injustices raciales et sociales de l'apartheid ; et c'est à son retour qu'il adhère au PCF auquel il est toujours resté fidèle. En 1971, il épouse Sylvette, ils ont deux enfants Frédéric et Antony et deux petits enfants dont il est très fier. Son entourage estime ce travailleur honnête, dur à la tâche, homme de caractère, serviable, avec ses petites colères sans méchanceté, sa spontanéité et sa gaîté. Sportif, il s'investit dans la vie associative du village (rugby, club de tennis, société hippique) où il est très apprécié. Nous garderons de lui le souvenir d'un homme de cœur, passionné et engagé qui aimait la vie ». Le journal **Le Travailleur** et la fédération du PCF présentent à son épouse, ses enfants et toute sa famille leurs chaleureuses et fraternelles condoléances. ■

Agenais

Commémoration exceptionnelle

70 ans après les événements tragiques qui ont eu lieu à Saint-Romain-le-Noble et Saint-Jean-de-Thurac, le comité du Souvenir des groupes Vény, Dollé, Kléber rappellera, au cours d'une cérémonie, ce drame qui coûta la vie à quatre résistants, le 15 août 1944 et à sept autres, le 17 août à Saint-Romain-le-Noble et Saint-Jean-de-Thurac. Elle aura lieu le **dimanche 24 août 2014**. Elle est organisée en étroite collaboration avec les municipalités de Saint-Romain-le-Noble, Saint-Jean-de-Thurac et Saint-Nicolas-de-la-Balmerme. La population est invitée à y participer. Toutes les associations d'anciens combattants sont appelées à se faire représenter par une délégation accompagnée de leur drapeau.

1914-2014 - Hommage à Jean Jaurès

« Le changement de la société : c'est l'affaire du peuple »



Le centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès a donné lieu à deux manifestations sur le département : l'une à Agen, le 31 juillet à l'initiative du Travailleur et des jeunes communistes, et l'autre le 3 août à l'initiative de la section PCF de Monflanquin. Deux occasions qui ont permis de revenir sur l'incroyable vie de cette personnalité hors du commun, homme politique et journaliste, courageux et intelligent.



Monflanquin, le 3 août 2014.

Un combat pour la Paix

Le 31 juillet 1914, au café du croissant, Jean Jaurès est assassiné par Raoul Villain, un ultranationaliste. Avec cet acte, le principal opposant à la guerre est tué. Le lendemain, l'Allemagne mobilise et le 3 août, elle déclare la guerre à la France. Le pays entre dans la tourmente de la première guerre mondiale. La gauche pacifiste bascule dans « l'union sacrée » patriotique pour faire face à l'agresseur allemand. Jean Jaurès, en pacifiste convaincu, fera tout pour éviter cette guerre qu'il pressent comme extrêmement meurtrière. Il y voit le résultat de stratégies politiques nouées sans idée de l'ampleur du drame que cela va enclencher.

Il est convaincu que l'alliance internationale des peuples peut mettre un

frein à cette course vers le chaos.

La République sociale

Jaurès a également mené d'importants combats pour la liberté syndicale, pour les droits des ouvriers ou le contrôle de l'État sur les entreprises. C'est aussi le fondateur du journal *L'Humanité* en 1904, un des principaux acteurs de l'unification de la gauche en section française de l'internationale ouvrière (SFIO) en 1905, année durant laquelle il participe aussi à la rédaction de la loi de séparation de l'Église et de l'État.

De tous les combats

Concernant l'affaire Dreyfus : après avoir été convaincu de sa culpabilité, il inverse son analyse en apprenant la production de faux à charge par le colonel Henry et devient alors un de ses plus ardents défenseurs. Il

combattrait également le colonialisme. Après une jeunesse acquiesçant au fait colonial, Jaurès vieillit, voyage, s'informe et comprend que « La politique coloniale est la conséquence la plus déplorable du régime capitaliste, qui est obligé de se créer au loin, par la conquête et la violence, des débouchés

nouveaux » comme il l'écrit dans un article de 1896, publié dans *La petite République*. Les deux hommages lot-et-garonnais ont réuni près de cent personnes avec la participation d'artistes comme Robert Angebaud (acteur et metteur en scène), Christophe Merle (chanteur). ■

à lire

Petites sélections d'ouvrages disponibles en vente au journal. *L'Humanité spéciale* est également disponible au prix de 9,50€.

La victoire de Jaurès

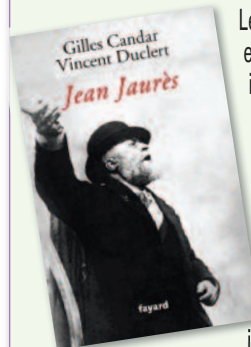
Charles Silvestre - Illustré par Ernest Pignon-Ernest

Jaurès a été assassiné le 31 juillet 1914. L'immense travail qui fut le sien n'est pas pour autant mort avec lui. Sa victoire, c'est celle de sa clairvoyance coloniale, de son courage dans l'affaire Dreyfus, de sa sagesse dans la séparation des Églises et de l'État, de son anticipation des réformes sociales. C'est aussi celle de sa culture, de sa sensibilité, de sa bonté. Jaurès inaugure ce que le XX^e siècle a opposé de meilleur face au pire. Il n'est pas un modèle mais un éclaircisseur, qui a laissé derrière lui des traces pour nous guider. Et ce sont ces traces que relève ici Charles Silvestre, dévoilant son héritage, montrant toutes les « victoires », tant sociales que politiques, que nous lui devons, faisant revivre l'Histoire par le biais d'analogies et de résonances entre les événements. ■



Jean Jaurès

Gilles Candar et Vincent Duclert



Les auteurs proposent « une interprétation de l'homme et de son action dans l'étude du combat politique, intellectuel et moral qui entraîna Jaurès tout au long de son existence, et même par-delà sa mort puisque sa mémoire continue d'agir puissamment sur les représentations contemporaines ». Volontairement chronologique, il est proposé en ouverture de déconstruire la figure qui vient de disparaître pour mieux en saisir la singularité. Dix-huit chapitres scandent son parcours, depuis son enfance tarnaise jusqu'à son action au quotidien pour la paix. Castres,

Paris, Albi, la Chambre des députés, Toulouse, Carmaux sont autant d'étapes qui permettent de comprendre ensuite les multiples formes de son engagement en faveur de la République et du socialisme. ■



Agen, le 31 juillet 2014.